



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Joël RAYMOND, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Programme d'actions de protection contre les inondations (PAPI2) Lez-Mosson-Étangs Palavasiens - Développement du réseau de capteurs piézométriques - Demandes d'aides financières

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12570 du 30 octobre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a approuvé le projet de PAPI2 (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) sur le bassin versant Lez Mosson Étangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Ce PAPI a été signé le 11 décembre 2015 par le SYBLE et les différents financeurs, à savoir l'Etat, la Région Languedoc Roussillon et le Département de l'Hérault.

L'étude sur le fonctionnement de l'hydro système karstique du Lez a d'ores et déjà permis de mettre en place un abaque de vigilance des crues du Lez. Cet abaque définit la relation entre le niveau de remplissage du système karstique, mesuré en temps réel à la source du Lez, et la réponse du bassin versant à une sollicitation pluvieuse.

Le bassin versant de la Mosson présente un fonctionnement comparable à celui du Lez. L'étude hydraulique générale réalisée sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole entre 2010 et 2012 a mis en évidence l'influence du niveau de remplissage du karst sur la formation des crues. On constate que, pour un même épisode pluvieux, le débit de pointe de la crue peut varier du simple au double en amont du bassin versant et être multiplié jusqu'à 1.7 fois sur les secteurs aval en fonction de l'état de saturation des sols.

L'action 2.3, intitulée « Développement du réseau de capteurs piézométriques », est inscrite au PAPI2, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole. À travers cette action, il est proposé d'améliorer la prévision des crues sur le sous bassin versant de la Mosson par l'implantation de piézomètres complémentaires et la définition d'un abaque déterminant la relation entre la formation des crues de la Mosson et le niveau de saturation des sols.

Cette action consistera à :

- Réaliser une étude préalable afin d'identifier les sites de pose pertinents sur la base des conclusions de l'étude hydraulique générale de la Mosson,
- Mettre en place les piézomètres,
- Exploiter les données afin de suivre le taux de saturation des sols superficiels et profonds en temps réel, notamment lors des événements météorologiques significatifs,
- Proposer un abaque de vigilance des crues de la Mosson.

Avant d'engager cette opération, d'un montant total estimé de 180 000 € HT, il est proposé de solliciter les aides financières. Le plan de financement qui figure au PAPI2 Lez est le suivant :

- 50% pour l'État, soit 90 000 € HT,
- 20% pour l'Union Européenne (FEDER), soit 36 000 € HT,
- 10% pour la Région Occitanie, soit 18 000 € HT,
- 20% pour Montpellier Méditerranée Métropole, soit 36 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État, l'Union Européenne (FEDER) et la Région Occitanie, pour le financement du développement du réseau de capteurs piézométriques, d'un montant prévisionnel de 180 000 € HT,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88295-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.